

Des milliers de membres du SCFP dans les rues

Le 26 janvier, des milliers de membres du SCFP de partout en province ont convergé vers Toronto où avait lieu le Congrès à la direction du parti libéral afin de prendre part à ce qui est devenu le plus important ralliement syndical de l'histoire de la province.

Une foule imposante de 30 000 personnes a marché vers le lieu du congrès en réclamant la fin des attaques lancées contre le droit à la négociation collective, des attaques comme la Loi 115.

« Il s'agit de droits démocratiques et on ne peut nous les retirer d'un simple coup de crayon, a dit le Président du SCFP Ontario, Fred Hahn. Tout dirigeant politique qui tentera de nous retirer ces droits verra que nous riposterons contre ces attaques avec tous les moyens à notre disposition. »

Plusieurs membres du SCFP s'étaient levés bien avant le soleil afin de pouvoir faire le trajet à partir de Windsor, London, Ottawa, Cornwall Sault Ste-Marie, Thunder Bay et pratiquement toutes les collectivités sur l'itinéraire.

« Lorsque des gens embarquent dans un autobus à 3 h un samedi matin de janvier pour aller participer à une marche, force est de constater qu'ils sont véritablement préoccupés,

disait Carrie Withers, Présidente de la section locale 4685 à Sault Ste-Marie. Nos droits font partie de notre identité d'Ontariens et nous ne pouvons permettre à aucun gouvernement de nous les enlever. » Lors de la manifestation, nous avons



clairement établi que notre lutte ne porte pas que sur la Loi 115, mais qu'il s'agit d'une lutte en continu pour la protection de notre droit à la négociation collective qui permet à l'ensemble des Ontariens d'avoir accès à des avantages comme les congés parentaux, la réglementation en matière de santé et sécurité ou encore le salaire minimum. La Loi 115 a créé une crise qui se poursuit et il est dangereux d'avoir recours à une telle loi pour imposer ou menacer d'imposer des contrats de travail pour ensuite faire semblant de revenir à de meilleures intentions en abrogeant la loi alors que le dommage est déjà fait. Nous mènerons notre campagne jusqu'à ce que nous ayons obtenu l'assurance de la part de tous les dirigeants politiques

provinciaux qu'ils ne s'en prendront plus à nos droits à la libre négociation collective et à l'arbitrage de différend.

Avant le congrès, le SCFP Ontario a suivi les candidats à la direction du parti libéral lors des débats qui ont eu lieu à Ingersoll, Thunder Bay, Oshawa et Toronto. Plusieurs personnes présentes sur les lieux du congrès ont affirmé que cette grande manifestation avait eu une influence sur l'issue du congrès.

Les libéraux ont menacé de déposer un projet de loi qui retirera aux travailleurs du grand secteur public leur droit de grève et qui s'en prendra au système d'arbitrage indépendant sur lequel doivent se fier les travailleurs des services jugés essentiels, comme les travailleurs SCFP du secteur de la santé.

Le SCFP Ontario demande au nouveau gouvernement d'emprunter une nouvelle voie, d'adopter une nouvelle façon de faire qui respectera le droit des travailleurs à la négociation collective et à l'arbitrage indépendant et qui laissera de côté l'ordre du jour d'austérité qui s'est avéré un échec retentissant, pour favoriser l'investissement dans les services publics et l'infrastructure sociale.

Dans cette édition du Baromètre

La lutte pour le droit à la négociation sur les ondes
Leonard Peltier, 20 ans de trop
Défendre les droits syndicaux, un membre à la fois
Budget 2013 :

Page 2 JIF, des feux brûlent, nous nous levons
Page 2 Agir pour l'équité salariale
Page 3 Célébrer 50 ans à Bâtir un Ontario meilleur
Page 4

Page 6
Page 7
Page 8

Le SCFP Ontario met en ondes sa lutte pour la défense du droit à la négociation



Notre bataille pour la défense du droit des travailleurs à la libre négociation collective et à un arbitrage de

différend équitable et indépendant n'a pas pris fin avec l'abrogation de la Loi 115 en janvier. En janvier, nous avons pris d'assaut les ondes avec une nouvelle publicité télé conçue pour faire la promotion des avantages de la négociation collective pour l'ensemble des Ontariens. Les sondages démontrent que la population appuie les syndicats et le droit à la négociation collective. Nos publicités visaient à faire le lien entre ces droits et les avantages qu'en retirent non seulement les travailleurs syndiqués, mais aussi l'ensemble des Ontariens.

Les publicités ont été diffusées sur tous les principaux réseaux de l'Ontario, sur les canaux spécialisés comme

HGTV et pendant les présentations en ligne des grandes émissions de la CBC et sur les sites Web des autres grands réseaux.

La publicité commence par : « De nombreuses choses dont nous avons tous besoin sont obtenues à la table de négociation. Un niveau de vie décent, du temps pour nos enfants et nos parents, un lieu de travail sécuritaire et une confiance en l'avenir. Lorsque les travailleurs et les employeurs négocient un contrat de travail équitable, ils établissent des normes qui contribuent à améliorer les lieux de travail des employés syndiqués comme des employés non syndiqués et ils aident toutes les familles ontariennes à maintenir leur niveau de vie. Nous ne pouvons permettre à aucun gouvernement de nous retirer notre droit à la libre négociation collective. » La campagne télé a été suivie par une campagne radio de deux semaines qui a permis de renforcer le message pendant la course à la direction du parti libéral et en prévision de la présentation du budget.

Pour voir cette publicité, rendez-vous sur cupe.on.ca/BargainingWorks.

Leonard Peltier : 20 ans de trop

Le Conseil autochtone du SCFP Ontario a souligné le 20^e anniversaire de l'emprisonnement politique de Leonard Peltier en participant à la vigie de prière et au festin annuel qui avaient lieu à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario à Toronto.

Membre de la bande de Turtle Mountain Chippewa, M. Peltier était actif au sein du mouvement amérindien et aidait la population Oglala Lakota de la réserve de Pine Wood au moment de la tragique fusillade qui a entraîné la mort de 2 agents du FBI. M. Peltier s'est alors réfugié au Canada et il a été emprisonné aux États-Unis après avoir été illégalement extradé en 1976.

Comme membres d'un syndicat, nous soutenons les droits civiques et humains qui sont au centre de nos convictions. Cette année, M. Peltier et le SCFP Ontario ont ajouté leur voix au soutien au mouvement de la base appelé *Idle no more*.



« Je sais par expérience personnelle qu'il est difficile d'amener les gens à agir pour susciter le changement, a écrit M. Peltier. Les orientations adoptées par les grandes entreprises au cours de l'histoire et encore aujourd'hui l'ont été aux dépens des peuples autochtones de partout au monde. »

Pour en savoir plus, rendez-vous sur leonardpeltier.net

Défendre les droits syndicaux un membre à la fois

Tout au cours de l'automne et de l'hiver, les membres du SCFP de partout en province se sont mobilisés afin de défendre le droit à la négociation et ont organisé une impressionnante riposte aux attaques lancées contre eux, notamment celle constituée par la Loi 115 récemment abrogée.

La première phase de notre campagne « La négociation collective fonctionne » a permis à nos dirigeants et au public de mieux comprendre pourquoi la négociation collective est importante, mais maintenant, il est temps de continuer à bâtir sur cette base. Le plan d'action adopté le 18 octobre par plus de 1 300 dirigeants de sections locales SCFP lançait un appel à la mobilisation des membres et nous lançons cette nouvelle phase pour continuer à développer la force de notre syndicat.

Nous avons déjà vu le gouvernement libéral de l'Ontario retirer aux travailleurs de l'éducation leur droit à la négociation collective. Maintenant, l'attention du gouvernement est fixée sur l'arbitrage indépendant par une tierce partie pour les membres du SCFP qui n'ont pas le droit de grève – comme nos membres œuvrant dans le secteur de la santé.

Les conservateurs provinciaux et fédéraux proposent d'importants changements aux lois du travail, des changements qui permettront aux employeurs de nous priver de notre droit à la négociation collective en retirant aux syndicats leur capacité de récolter des cotisations syndicales. Pour la deuxième phase de notre campagne nous nous efforcerons, par le biais de conversations directes, de sensibiliser chacun de nos membres à la valeur du syndicalisme et aux menaces qui pèsent sur nos droits syndicaux.

L'objectif est de gagner le soutien actif de nos membres et de mettre sur pied un mouvement visible et puissant en faveur du changement : des investissements publics dans les services publics, pas de compressions, la libre négociation collective afin de défendre les conditions de travail de nos membres, pas de concessions à nos contrats de travail, un syndicat fort et démocratique, pas de lois conçues pour affaiblir les syndicats et permettre au gouvernement de s'ingérer dans nos affaires internes.

Nous préparons des programmes de formation et du matériel afin que chaque section locale puisse commencer à travailler sur sa base en parlant à chacun des membres de ce qui est en train de se passer en Ontario. Toutes les sections locales seront invitées à prendre part aux sessions de formation, de façon à ce que le travail puisse commencer le plus rapidement possible. Nous organiserons aussi des conférences téléphoniques avec les Présidents des sections locales afin de discuter de la prochaine étape de notre mobilisation. Pour en savoir plus, rendez-vous sur BargainingWorks.ca

Ce que nous devons faire savoir à tous les membres du SCFP :

1. **La négociation collective fonctionne. Les gains enregistrés par le SCFP et les autres syndicats continuent à être profitables pour l'ensemble des Canadiens.**
2. **Votre droit de retirer des avantages de la négociation collective telle qu'elle est menée par votre syndicat est menacé par les lois déposées par les libéraux et les conservateurs.**
3. **Vous pouvez contribuer à la protection de vos droits en vous engageant au sein de votre syndicat.**



Collective
bargaining
works
for everyone



Budget 2013 : 2 millions d'Ontariens attendent d'être retirés des listes d'attente, de sortir de la pauvreté

Le dernier budget provincial a laissé 2 millions d'Ontariens sur les listes d'attente pour des services publics essentiels ou carrément dans la pauvreté et ce, en raison des taux d'aide sociale criminellement bas et d'un salaire minimum stagnant. Le prochain budget de l'Ontario doit contenir des mesures destinées à aborder ces inégalités croissantes par la génération de revenus et un réinvestissement visant à stimuler la croissance. C'est ce que le Président du SCFP Ontario, Fred Hahn, a dit au Comité provincial des finances lors des consultations pré-budgétaires.

« Le budget de l'an dernier a laissé 2 millions d'Ontariens sur les listes d'attente pour des services publics essentiels comme des soins de longue durée, des services de garde, et du logement abordable. Il a aussi eu pour effet d'emprisonner ces gens dans un cycle de pauvreté avec des taux de prestations d'aide sociale plus bas qu'ils ne l'étaient avant les années de Mike Harris et de faire gonfler les rangs des travailleurs pauvres aux prises avec un salaire minimum en stagnation, a dit M. Hahn. L'austérité a nui aux Ontariens. Si la Première ministre Wynne veut faire de l'Ontario le champion de la croissance, elle doit emprunter une nouvelle voie en investissant dans les services publics et l'infrastructure sociale. » Il y a aussi en Ontario, des milliers d'autres familles à la recherche de services de garde accrédités, des Premières Nations en attente d'un logement adéquat et d'une eau potable sécuritaire, des femmes et des Ontariens de diverses origines ethniques en attente d'équité salariale et d'équité en emploi, des usagers en attente de transport en commun. Et ce n'est rien de nouveau. Des centaines de milliers d'Ontariens attendent depuis des années des changements positifs pour eux et leur famille.

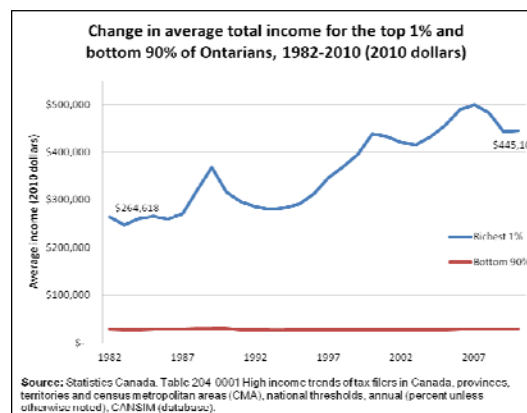
« Les libéraux ont agi rapidement pour ce qui est de baisser l'impôt des sociétés, mais ils se traînent les pieds dans les dossiers de la pauvreté et des inégalités,

disait encore M. Hahn. S'il est maintenu, l'ordre du jour d'austérité du gouvernement précédent fera baisser le PIB de 3 %, retirera 20 milliards de l'économie et coûtera 100 000 emplois aux Ontariens. C'est mauvais pour tout le monde. »

Les inégalités de revenu

Le Forum économique mondial désigne les inégalités croissantes et non les déficits comme étant la plus

grande menace pour l'économie mondiale en 2013. La croissance de l'inégalité en Ontario a été vertigineuse. Le 1 % le plus riche des Ontariens a presque doublé ses revenus au cours des 20 dernières années, alors que les 90 % les moins fortunés ont vu leurs revenus stagner. En Ontario, les dépenses de consommation ont atteint leur limite maximale, le marché immobilier ralentit, les entreprises n'investissent pas



malgré le fait qu'elles disposent de 600 milliards en argent et les compressions imposées par le gouvernement vont entraîner une chute de 3 % de la croissance au cours des 2 années à venir.

Les budgets d'austérité des gouvernements de l'Ontario ont fait en sorte que cette province est devenue la plus inégalitaire du Canada après l'Alberta. C'est en partie dû au fait que nous dépensons maintenant moins que toute autre province sur les services publics essentiels comme les hôpitaux. La richesse est plus concentrée aujourd'hui qu'à n'importe quel moment depuis la deuxième guerre mondiale. Ces inégalités sont encore plus marquées chez les autochtones et les travailleurs d'autres origines ethniques qui ne gagnent que 0,70 \$ et 81,4 \$ pour chaque dollar payé aux travailleurs canadiens non autochtones et ne provenant pas d'autres origines ethniques. Le nombre d'Ontariens vivant dans la pauvreté s'est accru de 75 % depuis 1999.

Une voie progressiste vers la croissance

La Première ministre Kathleen Wynne a affirmé vouloir faire de l'Ontario le champion de la croissance économique. C'est possible, mais seulement si le gouvernement accepte de reconnaître les échecs du passé et de tenter une nouvelle approche.

Le mémoire pré-budgétaire du SCFP Ontario porte sur l'équité fiscale et l'investissement dans les services publics et l'infrastructure sociale comme moyen de stimuler la croissance et de réduire les inégalités. Note mémoire présente en détail des façons concrètes par lesquelles le gouvernement peut véritablement aider les résidents de l'Ontario.

Voici certaines de nos recommandations :

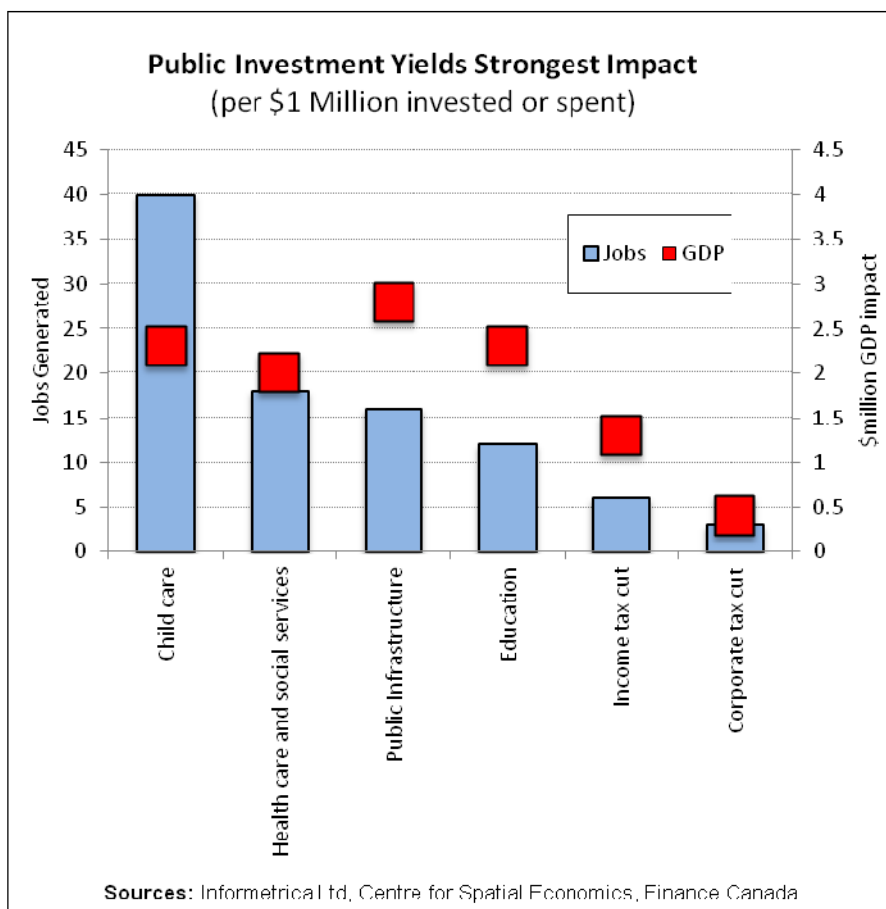
- Récupérer les revenus perdus à la suite des récentes baisses de l'impôt des sociétés, mettre fin aux échappatoires fiscales, imposer une taxe sur les transactions financières.
- Hausser les prestations d'aide sociale à leur niveau d'avant 1996 et augmenter le salaire minimum.
- Financer une norme minimale de soins pour les résidents des établissements de soins de longue durée.
- Rehausser la norme minimale pour les salaires des préposés aux services de soutien personnel du secteur des soins à domicile et mettre en œuvre une semaine de travail minimum.
- Hausser le financement des services de garde de 300 millions afin d'éviter les fermetures.
- Augmenter le financement des services sociaux communautaires de 67 millions.
- Continuer à reprendre en charge les services

municipaux. Revenir à un ratio de financement du transport collectif de 70/30.

- Élaborer une stratégie du logement capable de répondre au besoin de 750 000 unités de logement.
- Financer adéquatement la transition vers la maternelle temps plein et ramener la subvention au budget de fonctionnement des écoles et la subvention pour les enfants en difficulté.

Mettre fin à la sous-traitance et cesser de gaspiller de l'argent dans de ruineux partenariats public-privé.

En plus de respecter le droit à la libre négociation collective et à un processus d'arbitrage équitable et indépendant, le SCFP Ontario demande au



gouvernement de renier son ordre du jour d'austérité et d'investir dans la croissance et l'égalité.

Pour lire le mémoire, rendez-vous sur cupe.on.ca/a5561/Pre-Budget-Submission-Final.pdf

Des feux brûlent, nous nous levons

Des milliers de femmes étaient sur la rue Yonge de Toronto lors d'une marche longue d'un kilomètre soulignant la Journée internationale des femmes du 8 mars.

Le SCFP y était largement représenté et le Président, Fred Hahn accompagné de la Secrétaire-trésorière,



Candace Rennick, marchaient derrière une bannière arborant le slogan Solidarité contre l'austérité et soulignant les énormes conséquences des compressions gouvernementales sur les femmes.

Il y a 50 ans, notre syndicat a été créé en raison des inégalités auxquelles étaient confrontés les

travailleurs du secteur public.

Le SCFP compte une majorité de femmes parmi ses membres et un grand nombre travaille dans des emplois traditionnellement dominés par les femmes, des emplois où les inégalités salariales sont poussées à leur extrême. Il y a de nombreuses années que l'égalité des femmes est au cœur des préoccupations du SCFP.

Avec les organisations de femmes et le mouvement syndical, nous avons commencé à nous attaquer aux nombreux obstacles présents depuis des décennies – il s'agit notamment de l'adoption de la Loi sur l'équité salariale et de la mise en œuvre et de l'amélioration constante du régime de congés parentaux. C'est par le biais de la négociation collective que les syndicats ont été en mesure de susciter des changements qui profitent à toutes les femmes de la province.

Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. En Ontario, les femmes gagnent toujours moins que les hommes. Depuis la récession, les femmes ont comblé la majorité des nouveaux postes créés, mais l'écart salarial est toujours présent. Cette différence a des impacts encore plus importants sur les jeunes femmes, les femmes immigrantes, les femmes autochtones et les femmes handicapées. Dans l'ensemble, les femmes sont touchées par cet écart de façon disproportionnée, parce que ce sont elles qui occupent les postes à temps partiel, occasionnels et précaires.



Bouger pour l'équité salariale

Les travailleurs SCFP des services sociaux ont bougé le 23 mars au Square Nathan Phillips de Toronto. L'activité de danse « *Get out the red* » avait lieu en soutien à la campagne « Agir pour combler l'écart salarial basé sur le sexe » de la Coalition pour une égalité salariale en Ontario qui lançait en même temps un appel en faveur de l'adoption d'une Journée annuelle de l'égalité salariale, le 9 avril. Parmi les participants, il y avait des membres et des dirigeants de sections locales qui participaient à la Conférence du Comité de coordination des travailleurs des services sociaux de l'Ontario (CCTSS), ainsi que des dirigeants de divers secteurs et le Président du SCFP Ontario, Fred Hahn.

Les membres du personnel des services de garde, des services sociaux à l'enfance, des services aux personnes atteintes d'une déficience intellectuelle et des agences communautaires qui occupent des emplois à prédominance féminine sont directement affectées par les inégalités financières qui règnent en Ontario. Elles disent en avoir assez des belles paroles en matière d'équité salariale et demandent à la nouvelle Première ministre d'agir pour combler l'écart salarial qui persiste entre les hommes et les

femmes.

Les Ontariennes sont dans le rouge parce qu'elles gagnent 28 % de moins que les hommes pour un travail équivalent. L'écart salarial est encore plus important pour les femmes autochtones, les femmes d'autres origines ethniques et les femmes handicapées. L'objectif de l'équité salariale aussi connue comme salaire égal pour un travail équivalent, est de mettre fin à la discrimination basée sur la sous-évaluation du travail traditionnellement effectué par des femmes. La province doit en principe subventionner les agences de services sociaux à un niveau suffisant pour qu'elles soient en mesure de maintenir l'équité salariale.

« Mais le sous-financement des services sociaux par la province a souvent pour résultat de forcer les agences à choisir entre le maintien de l'équité salariale et le maintien de services et de soutiens essentiels pour les Ontariens qui en dépendent, affirme Carrie Lynn Poole-Cotnam, assistante sociale au service municipal d'Ottawa et Présidente du CCTSS. Nous affirmons que la nouvelle Première ministre, une femme, doit immédiatement prendre des mesures pour atténuer les inégalités salariales. »



Jubilée de diamants



La consœur Joanne Webb, Vice-présidente à la diversité, Premières Nations, du SCFP Ontario, a été honorée un peu plus tôt cette année. On lui a remis la médaille du Jubilé de diamants de la reine pour son travail de militante dans la défense des droits des autochtones.

Vice-président à la diversité

Assermenté lors de la réunion du Conseil exécutif du mois de mars, Patrick Hannon est devenu le premier Vice-président à la diversité pour les LGBTQ du SCFP Ontario.

M. Hannon est travailleur municipal à Windsor et siège comme sergent d'armes à l'exécutif de la section locale 543.

Le SCFP Ontario tiendra la première élection à ce nouveau poste lors de son 50^e congrès qui aura lieu du 28 mai au 1^{er} juin à Toronto.



Célébrer 50 ans à Bâtir un Ontario meilleur

Le SCFP Ontario soulignera son 50^e congrès annuel qui aura lieu du 28 mai au 1^{er} juin au Centre Sheraton de Toronto.

Alors que notre droit à la négociation collective et à l'arbitrage de différend est attaqué, que le prochain budget comprendra de nouvelles mesures d'austérité et que des élections partielles sont en préparation, le SCFP Ontario doit s'assurer que ses membres sont forts et actifs pour être en mesure de bâtir et de riposter.

Alors que nous mettrons l'accent sur la préparation de l'avenir, nous jetterons aussi un regard en arrière sur les défis que nous avons surmontés et les succès que nous avons remportés au cours des 50 dernières années – égalité des salaires pour les femmes, la grève dans les hôpitaux, les années de Bob Rae et les journées d'action. En apprenant de notre passé, nous trouverons des moyens de triompher à l'avenir.

Mais ce congrès ne portera pas que sur les célébrations



liées à notre passé, il s'occupera aussi de faire l'histoire. Nous y tiendrons la première élection au poste de Vice-président à la diversité pour les LGBTQ, un nouveau poste dont les membres ont approuvé la création lors de notre dernier congrès. Vous pourrez aussi y aller de votre contribution à la création d'une capsule historique à l'intention des membres à venir du SCFP.

Prenez note que le congrès commencera à 9 h le mercredi 29 mai et pour obtenir les dernières informations sur la préparation du congrès, rendez-vous sur Facebook et sur cupe.on.ca/convention2013.



facebook.com/CUPEOntario

Join us online!



twitter.com/CUPEOntario



youtube.com/CUPEOntario

Événements à venir

Conférence des travailleurs des bibliothèques

2 et 3 avril – Crowne Plaza Hotel, Niagara Falls

Conférence du CCTMO

3 au 6 avril – Crowne Plaza Hotel, Niagara Falls

50^e Congrès du SCFP Ontario

28 mai au 1^{er} juin – Centre Sheraton de Toronto

Conférence du CASO

23 et 24 septembre – Delta Ottawa

Conférence du CCTSS

25 au 28 septembre – Delta Ottawa

26^e Congrès du SCFP national

19 au 26 octobre - Québec

École d'automne du SCFP Ontario

29 octobre au 3 novembre – Centre Sheraton de Toronto

Obtenez les dernières nouvelles sur ce qui vous touche tous les jours à :

www.cupe.on.ca